

DISCOURS DE VŒUX

21 Janvier 2012 - « Le carré des Arts » - PELLOUAILLES-LES-VIGNES

Mesdames et Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs les Élus,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je vous propose de partager les réflexions qui m'animent à travers les vœux que je formule pour la France, pour la circonscription et pour vous-mêmes

Nous vivons une période difficile. La reprise du 1^{er} semestre 2011, a brutalement chuté avec l'irruption de la crise des dettes souveraines, c'est-à-dire des dettes dues par les États.

Face à cette situation, le Président de la République, en partenariat avec la Chancelière Allemande a multiplié les initiatives, pour que l'Union européenne adopte les décisions propres à rétablir la confiance.

La mondialisation, la multiplication des échanges de capitaux, de produits et de services, les nouvelles technologies qui sont à l'œuvre dans le monde entier font que la conjoncture ne connaît pas de frontières.

Si bien que les Français nourrissent aujourd'hui des inquiétudes qu'il nous faut combattre, notamment à l'égard de la mondialisation qu'ils ne mesurent pas bien et qui les rend pessimistes.

Ces doutes, certains les entretiennent quand ils ne les attisent pas, à des fins uniquement électorales. Et pourtant, c'est en les conjurant que nous entrerons de plein pied dans le 21^{ème} siècle.

D'abord, nous devons apprivoiser la mondialisation.

La réforme du système monétaire international, priorité française du G20, est en marche.

Nul doute que de nombreux pays, qui ont déjà exprimé leur accord, vont rejoindre la France pour l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Angela MERKEL a d'ailleurs

jugé que l'annonce française était une bonne initiative. Cette taxe n'aura vraiment de sens que si elle s'impose, d'abord au niveau de la zone euro, puis au niveau mondial.

D'autre part, la lutte contre les paradis fiscaux progresse notablement et de nombreuses décisions ont été prises pour réglementer l'action des banques et réguler le système.

Au niveau européen, l'accord du 9 décembre à Bruxelles, permet de renforcer la discipline budgétaire tout en consolidant les mécanismes de solidarité financière.

Comme l'a rappelé François FILLON : « Les insuffisances de la gouvernance européenne doivent être corrigées et il faut accélérer la rédaction et le vote du nouveau traité européen défini en décembre. »

Mais la question de la confiance dans la zone euro se joue, également, au niveau des Etats et sur leurs capacités à se désendetter durablement.

Cette volonté doit se manifester par l'adoption d'une « règle d'or » budgétaire et le bon sens voudrait qu'elle soit votée rapidement en dépassant les clivages partisans, car c'est tout simplement l'intérêt supérieur de la Nation.

Avec de la volonté, il est possible d'engager des réformes à l'échelle européenne et mondiale. Je crois que nous pouvons être fiers du rôle moteur joué par la France dans toutes les instances internationales.

Nous devons réduire nos déficits publics pour maîtriser notre dette

Paradoxalement, ce contexte de crise donne un sens, encore plus aigu, à toutes les réformes accomplies ces dernières années dans notre pays, et souligne combien elles étaient nécessaires.

Le Président de la République, le Gouvernement n'ont pas attendu l'annonce de la dégradation de la note financière de notre pays par une seule agence de notation pour savoir quels étaient leurs devoirs et agir.

Les réformes ont, aussi, pour but de garantir l'avenir, notamment en sauvant notre système de retraites par répartition auquel nous sommes tous très attachés.

Et pour rétablir l'équité, il a été mis fin aux « régimes spéciaux de retraites ».

Dans ce contexte de crise économique mondiale, notre politique sociale est restée volontairement généreuse pour contenir les inégalités et elle fait en sorte que, chacun se sente soutenu par la solidarité nationale. Les revenus de remplacement, et les allocations n'ont pas été diminués.

Mieux, l'engagement de revalorisation de 25% sur 5 ans de l'Allocation aux Adultes Handicapés est tenu. Il en est de même du Minimum Vieillesse.

Mais la réduction de nos déficits passe impérativement par la réduction des dépenses, à commencer par celles de l'Etat.

C'est pourquoi le Gouvernement a tenu sur le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

D'autre part, pour la première fois depuis la fin de la dernière guerre, nous avons voté un budget 2012 en diminution par rapport à l'année précédente. L'État a diminué son train de vie et poursuit dans ce sens.

La Révision Générale des Politiques Publiques, génère 15 milliards d'euros d'économies chaque année. Les services publics sont plus simples et plus lisibles.

La crise nous a montré les limites des égoïsmes individuels avec les bonus indécentes des traders et des distributions de dividendes tout aussi indécentes. Dorénavant les « parachutes dorés », les stock-options, les retraites-chapeaux sont soumises à cotisations sociales et sont donc désormais plus taxés que les salaires.

Les aléas de la croissance, qui nous sont imposés par la conjoncture internationale, ont conduit le Gouvernement à faire des modifications budgétaires à deux reprises au cours de l'année 2011. Il s'agit d'une gestion, réaliste et pragmatique qui ajuste au plus près le budget de l'État pour le maintenir dans l'objectif de réduction de la dette publique sur lequel la France s'est engagée, sans pour autant freiner la croissance. Et il faut noter que le déficit 2011 sera inférieur aux prévisions du Gouvernement.

Aujourd'hui nous devons retrouver la croissance et l'emploi par la compétitivité de nos entreprises

La seule consommation n'est pas suffisante pour retrouver durablement le chemin de la croissance.

Réindustrialiser notre pays doit être désormais notre priorité. Plus qu'acheter « Français », c'est « produire en France » qui doit devenir notre leitmotiv.

Renforcer la compétitivité de nos entreprises, mener une politique industrielle volontariste, développer l'innovation et soutenir la recherche, notamment par le crédit-impôt recherche : voilà le sens qu'il faut donner à l'ensemble des décisions qui ont été prises au cours des quatre années écoulées.

A l'initiative du Chef de l'Etat, la taxe professionnelle a été supprimée : elle a permis de réduire fortement les impôts dus par les entreprises du secteur de l'industrie.

Engager des dépenses d'avenir, capables d'orienter durablement les investissements productifs, c'est le sens du Grand Emprunt mis en place fin 2009. En investissant aujourd'hui dans les technologies de pointe, dans l'innovation, l'on crée la richesse de demain et donc des emplois.

L'agriculture n'est pas en reste et a fait l'objet d'une loi de modernisation, pour une agriculture durable, compétitive et rémunératrice pour les producteurs.

La volonté gouvernementale est de garantir à notre pays un avenir industriel. Les « relocalisations » et l'attractivité des capitaux étrangers, pour laquelle il est au 3^{ème} rang mondial, montrent que ces efforts portent leurs fruits.

Aujourd'hui, notre pays demeure une grande puissance économique attractive. La création d'entreprises connaît un succès qui ne se dément pas.

Cependant, la bataille de l'emploi est bien notre priorité avec un soutien à ceux qui sont les plus éloignés du marché du travail. Je pense aux jeunes et aux seniors.

L'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi reste préoccupante. Il faut absolument que l'on ait comme obsession : un jeune, une solution ! et les orienter vers des filières qui débouchent réellement sur un emploi.

Fervent défenseur de l'apprentissage et de la formation par alternance, qui permettent d'acquérir à la fois des compétences pratiques et théoriques, je soutiens pleinement la politique gouvernementale visant à augmenter fortement le nombre de jeunes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. L'apprentissage est une formation d'excellence qui permet à 8 jeunes sur 10 de trouver un emploi dès leur diplôme obtenu. L'apprentissage c'est "un métier, un diplôme, un revenu".

Face à une croissance mondiale et européenne stagnante, pour gagner la bataille de l'emploi, le Gouvernement prend de nouvelles initiatives. L'idée de faire participer au financement de notre modèle social les produits importés à travers une TVA anti-délocalisation n'est pas récente.

Elle a le mérite d'apporter rapidement des recettes nouvelles, sans augmenter le prélèvement global puisqu'il s'agit de transférer une partie des charges patronales sur la fiscalité. On peut en espérer un impact positif sur l'emploi.

Le pari mérite d'être pris, et personnellement je regrette qu'on ne l'ait pas relevé plus tôt.

Vous le savez, depuis 2004, je préside le Comité d'Expansion Economique de Maine-et-Loire, agence de développement économique rattachée au Conseil général.

Cette fonction me permet à la fois d'agir pour le développement du département, en général, et de la 1^{ère} circonscription, en particulier.

Elle me donne aussi l'opportunité de suivre l'activité socio-économique : sur les 9 premiers mois de l'année 2011, l'emploi salarié a augmenté de 2 % en Anjou. Notre taux de chômage reste inférieur de plus de 1 point à la moyenne nationale.

Et même si on ne peut s'en satisfaire complètement, ces chiffres indiquent que notre département est un territoire où PME et PMI, en particulier, continuent à créer des emplois.

Vous le savez, je veux être un député de proximité et attentif

Et d'abord, permettez-moi de profiter de cette cérémonie de vœux, pour vous exprimer ma gratitude pour le travail effectué en commun, en dépassant, les différences d'opinion ou de convictions politiques. **Bien souvent, la politique, sur le terrain, c'est simplement du bon sens.**

Alors, oui, je continuerai jusqu'à la fin de mon mandat à maintenir cette proximité à laquelle je tiens beaucoup en restant à votre contact par les permanences parlementaires (150 en 2011) que je tiens régulièrement dans chaque commune de la circonscription, et en répondant à la sollicitation de tous ceux, élus ou citoyens, qui souhaitent me rencontrer.

J'aime travailler avec tous les élus, avec et pour tous les habitants.

Comme vous avez pu vous en rendre compte lors de la projection, j'aime également participer activement à la vie de la 1^{ère} circonscription, en répondant à vos invitations: inaugurations, vernissages, manifestations, assemblées générales, visites d'associations, d'entreprises ou de structures diverses.

Ce sont autant d'occasions d'aller à votre rencontre et de contacts humains très enrichissants.

Au cours de cette année 2011, les événements m'ont conduit à porter mon attention plus particulièrement sur le sort des plus fragiles d'entre nous.

D'abord, à l'Assemblée Nationale, mes collègues membres de la Commission des affaires sociales m'ont nommé rapporteur d'une proposition de loi visant à améliorer le fonctionnement des Maisons Départementales des Personnes Handicapées.

A cette occasion, j'ai pu défendre et faire adopter différents amendements favorisant une meilleure insertion professionnelle des personnes handicapées, notamment en créant une sur-contribution pour les entreprises de plus de 20 salariés qui n'emploient aucun salarié handicapé, ou encore en permettant à des jeunes en Institut Médico-Éducatif d'utiliser certaines machines-outils indispensables à leur formation professionnelle.

Je me suis préoccupé aussi de l'accueil sur notre territoire de tous ceux que la misère conduit à venir chercher chez nous des conditions de vie meilleures. Plus qu'un asile politique, ils viennent surtout demander un asile économique.

J'ai suivi avec intérêt le travail des bénévoles et des professionnels auprès des SDF, des demandeurs d'asile et des « sans-papiers ». Ils ont été submergés par le nombre des arrivants.

Dès la fin de l'été, j'ai alors tiré le signal d'alarme auprès du Ministre de l'Intérieur, puis participé avec les élus d'Angers et le Président du Conseil Général à une réunion avec Claude Guéant, afin qu'une régulation soit mise en place entre les départements de la région pour maintenir un accueil digne et humain.

Concernant l'emploi des jeunes dont on a parlé précédemment, je refuse la fatalité qui voudrait qu'un jeune ne puisse pas s'insérer correctement et rapidement.

Alors, localement, je soutiens ardemment le travail des Maisons Familiales Rurales. Elles proposent des formations professionnelles concrètes à des jeunes qui bien souvent ne se retrouvent pas dans les filières dites « classiques ». Ainsi formés aux besoins directs des entreprises, ces jeunes ont bien moins de difficultés à s'insérer rapidement dans un métier qui recrute et qu'ils ont choisi.

Je salue à cette occasion tous les formateurs, professeurs, enseignants que je rencontre lors de visites dans les établissements ou lors de la préparation du Parlement des Enfants. A chaque fois, je retrouve dynamisme, dévouement, implication dans la transmission des savoirs et dans le devenir de leurs élèves.

Je veux également être un parlementaire actif pour défendre nos communes et nos territoires

Je sais, grâce aux nombreuses rencontres, permanences, réunions, rendez-vous qui jalonnent une année, quelle ardeur vous déployez dans les actions que vous menez en fonction de vos différentes missions d'élus ou d'acteurs locaux, du monde de l'entreprise, de l'administration, des associations participant au développement et à la vie de l'Anjou.

Plus que jamais, je suis convaincu que c'est par le dialogue, la concertation et le partenariat que l'on construit des politiques qui durent et qui imprègnent un territoire.

C'est dire toute l'attention qui doit être portée au lien social, à l'échange, au dialogue et à la lutte contre toutes les formes d'exclusion.

Défendre nos communes, notre territoire, passe par des réunions et démarches pour soutenir des dossiers importants.

Ainsi, j'ai provoqué des réunions avec l'Agence Régionale de Santé, les élus locaux et les responsables de Maisons de Retraites pour faciliter la réalisation de projets de différents établissements.

De la même façon, je suis au plus près les difficultés de l'entreprise THOMSON-TECHNICOLOR en portant le dossier au Ministère de l'Industrie et en maintenant un dialogue continu avec les représentants de l'intersyndicale, M. le Préfet et les différents acteurs du dossier. Il s'agit de trouver des solutions et d'accompagner les salariés dans ces moments difficiles.

J'ai consacré les fonds appelés « réserve parlementaire » aux investissements des communes et aux associations qui œuvrent au quotidien pour les habitants de la circonscription. En 2011, j'ai ainsi pu contribuer au financement de :

- 4 projets communaux : la création du restaurant scolaire de Cherré, l'aménagement de l'école de Soeurdres, la création d'une aire de jeux multisports à Soulaire-et-Bourg, et la rénovation des contreforts de l'église de Chenillé-Changé.

En 2012, chère Martine, le complexe sportif de la commune de Pellouailles-les-Vignes bénéficiera de ce fonds.

- et j'ai pu soutenir également 2 projets d'associations : la création d'un jardin du cœur par et pour les Restos du Cœur, la rénovation et l'aménagement des surfaces de vente de l'APIVET.

Pour moi, un député doit être un homme politique qui relaie vos messages.

Pour cela je m'implique fortement dans le travail parlementaire à l'Assemblée Nationale. Vous en avez eu un aperçu lors de la projection des vidéos au début de cette soirée :

- je relaie vos dossiers auprès des ministres concernés,
- je relaie vos interrogations par le biais de questions écrites,
- je relaie les problématiques de la circonscription lors des séances de questions,
- et, présent très assidument en commission des affaires sociales, je participe activement aux débats.

C'est ainsi qu'ensemble nous débloquons des situations ou faisons évoluer la loi.

Alors, je souhaite que l'on continue à échanger. C'est d'ailleurs ainsi qu'en 2011, j'ai eu l'occasion :

- de visiter 28 entreprises, 10 associations, 2 écoles, 3 collèges, 1 lycée professionnel,
- d'organiser des petits déjeuners avec des commerçants du centre-ville d'Angers.

Je voudrais que nous continuions d'animer des débats pour réfléchir et agir ensemble. En 2011, grâce aux réunions qu'organise l'association « Débats et Convergences » dont j'ai souhaité la création et qui est présidée par mon ami Daniel HOULLE, nous avons pu échanger sur des sujets de société importants.

Avec son équipe, il a proposé plusieurs débats très ouverts portant :

- sur le rôle des « PME » dans l'économie locale,

- la prise en charge de la « dépendance » en présence de Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Ministre en charge de ce dossier,
- le dernier débat avait pour thème « les violences faites aux femmes », avec la participation de Mme le Procureur de la République, Brigitte ANGIBAUD, de Clotilde ROUGÉ- MAILLARD, professeur de médecine légale et de Roselyne BIENVENU, Directrice du Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles d'Angers.

Je souhaite que nous amplifions nos occasions d'échanges avec la même ouverture d'esprit qui permet de mieux nous comprendre et ainsi de mieux servir notre pays et nos concitoyens.

Je forme des vœux pour que les échéances électorales de 2012 favorisent ce dialogue fécond au niveau national comme au niveau local.

Les valeurs qui guident mon action continueront à être le fil directeur de mon engagement politique

Une nation se forge avec son Histoire, ses points de repère, qui sont autant d'éléments qui fabriquent un sentiment d'appartenance.

Forts de notre appartenance à une nation, conscients d'un destin qui nous oblige, nos individualités nous porteront vers un projet commun et partagé, dans le respect de chacun.

La République s'appuie sur des valeurs fortes, de fraternité et de tolérance, mais aussi de laïcité et de respect mutuel. La République est exigeante, elle implique des devoirs et pas seulement des droits.

Je ne voudrais pas terminer ce propos sans vous faire part de quelques sentiments et réflexions personnelles.

Le député que je suis a, comme chacun d'entre vous, ses émotions, ses désaccords, ses coups de gueule et ses coups de cœur. Et j'aimerais en partager quelques-uns avec vous.

Mon coup de cœur 2011 :

Une année extraordinaire pour le cinéma français (Polisse, La Guerre est déclarée, The Artist, Les femmes du 6ème étage, Le fils à Jo, Ma part du Gâteau, ...) et comme des millions de français, j'ai beaucoup apprécié "Intouchables".

Humour, émotion, répliques qui font mouche (et déjà cultes) servies par de grands acteurs, François CLUZET et Omar SY. Ce film apporte un autre regard sur le handicap. Pas étonnant qu'il connaisse un tel succès.

Mon coup de sang :

Le livre de Stéphane HESSEL « Indignez-vous ».

D'abord, parce que j'ai trouvé que ces quelques pages étaient un ramassis de lieux communs sans idée originale mais surtout parce qu'appeler ses concitoyens à l'indignation ne sert à rien. C'est facile de dénoncer, c'est beaucoup plus difficile de prendre le risque d'agir.

J'ai beaucoup de considération pour les femmes et les hommes engagés, quel que soit leur engagement, quelles que soient leurs convictions, qui essaient d'apporter leur pierre à la société. Goethe disait : « Le verbe sans l'action n'est que jeu de l'esprit. »

Enfin, je voudrais vous faire part de deux convictions.

Face à ce monde mouvant, insaisissable, je suis persuadé que les efforts demandés aux français sont utiles à notre pays et finiront par payer.

Ils nous permettront de redresser durablement notre pays, de préserver notre modèle social et d'offrir à nos enfants et aux nouvelles générations un avenir meilleur.

J'ai la conviction également que, la crise de l'Euro surmontée, notre pays sera mieux armé pour bénéficier du retour de la croissance.

En cette année électorale, je forme donc le vœu que le débat soit intense, digne et le plus utile à nos concitoyens, afin qu'ils soient le mieux à même de faire leur choix.

Que la confiance et l'enthousiasme nous permettent, en 2012, de construire le meilleur avenir pour la France.

Je souhaite que cette nouvelle année réponde à vos vœux les plus chers et vous donne mille raisons d'espérer et d'entreprendre.

Je vous remercie toutes et tous de votre attention.